

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales
NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 13 DU 12 FÉVRIER 2015
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2015

NOR : ASET1550455M

IDCC : 652

Entre :

La FNBM,

D'une part, et

La FNCB CFDT ;

La FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant portant sur la grille des salaires minimaux est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale des cadres de la branche du négoce des matériaux de construction.

Barème applicable pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} janvier 2015

Valeur du point d'ancienneté : 75,64635 €.

(En euros.)

NIVEAU		COEFFICIENT	RMAG
VI	A	350	26 476,22
	B	380	28 745,61
VII	A	410	31 015,00
	B	450	34 040,86
	C	490	37 066,71

NIVEAU		COEFFICIENT	RMAG
VIII	A	550	41 605,49
	B	600	45 387,81
	C	650	49 170,13
IX	A	680	51 439,52
	B	750	56 734,76

Article 2

Egalité salariale entre les femmes et les hommes

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de situation, notamment de rémunération, dans des fonctions comparables, entre les femmes et les hommes et, le cas échéant, à définir des mesures permettant de corriger voire supprimer les disparités.

Article 3

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2015.

Les parties signataires s'engagent, dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail, à déposer le texte pour extension.

Article 4

Révision. – Dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 5

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 6

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 12 février 2015.

(Suivent les signatures.)